



## **La diplomatie économique, nouveau paramètre dans un monde complexe ?**

mardi 5 mai 2026, par [lpe](#)

Le paysage géopolitique évolue fortement depuis le début du siècle, passant d'un monde bipolaire à un équilibre multipolaire moins figé que durant la guerre froide. Le nombre d'acteurs économiques incontournables s'accroît, en raison de leur maîtrise de ressources clés (pétrole, gaz, terres rares), de technologies incontournables (IA, semi-conducteurs) ou d'un pouvoir de nuisance asymétrique. Les « vieux » pays industrialisés ne sont plus en position de dominer le monde et leurs entreprises d'imposer leurs conditions aux marchés. C'est là que la diplomatie économique ajoute une dimension supplémentaire aux enjeux internationaux.

Les leviers utilisés par la diplomatie économique sont multiples : négociations économiques, approvisionnement énergétiques, routes logistiques, tractations politiques, ou dissuasion militaire par exemple, sans mentionner les moyens plus hybrides liés à la déstabilisation sociale ou aux troubles politiques (cyberopérations, réseaux sociaux). D. Rajmil [1] (2025) nous donne à ce propos un aperçu intéressant des défis auxquels les Etats et les entreprises font face à l'international. L'actualité récente nous montre à quel point les menaces sur le contrôle des matières premières ou de l'énergie ont des conséquences sur l'ensemble des consommateurs de la planète, en raison du fractionnement des chaînes logistiques et de l'interdépendance de la plupart des économies. S'y ajoute, sur certains produits sensibles ou indispensables, le pouvoir de blocage de certains pays en raison de leur place dans la chaîne de production ou la position géographique.

### **Une diplomatie multidimensionnelle**

Outre les aspects déjà mentionnés, s'ajoutent d'autres contraintes pour les pays et leurs entreprises. Citons les alliances économiques ou militaires issues de l'histoire récente (OTAN, AUKUS, OPEP), les engagements en termes de transition climatique (COP pour le climat), la préservation des ressources, ou les normes relatives à la traçabilité ou la sécurité des produits (passage à la 5G). La diplomatie économique se trouve alors régie par les tensions entre politique et économie, entre espace national et international, et entre stratégies gouvernementales et objectifs des acteurs et organisations privés.

Dans ce contexte, les firmes multinationales et les groupes d'influence ont également un rôle d'influence auprès des institutions de régulation nationales ou supranationales (Union Européenne, système de paiement SWIFT).

Lorsque la diplomatie se fait coercitive, elle peut activer des forces économiques telles que les taxes, les barrières commerciales, les sanctions financières ou les embargos, ou des forces plus politiques, telles que les pressions internationales, les négociations entre Etats ou les déploiements de forces

militaires par exemple.

Il est toutefois difficile de mesurer les effets réels de telles décisions, sachant qu'elles peuvent finalement se révéler presque aussi coûteuses pour celui ou ceux qui les mettent en place que pour celui ou ceux qui les subissent directement.

En outre, ces décisions font fréquemment l'objet de contournements grâce à des pays ou firmes jouant un rôle lucratif d'intermédiaire commercial.

Sophie Nivoix, Professeure en Sciences de Gestion, Université de Poitiers

[sophie.nivoix@univ-poitiers.fr](mailto:sophie.nivoix@univ-poitiers.fr)

---

## Notes

[1] Rajmil D., 2025, "Energy dynamics, economic diplomacy and geopolitical rivalries", in *Geo-economics of the sustainable development goals*, L. Morales, B. Andreosso-O'Callaghan et D. Rajmil (coord.), Routledge.